

SOUVENIRS

Préface à “*Alexandre HEBERT, l'homme qui dit non*”, de Bernard HAZO.

Lorsque j'ai rencontré Alexandre pour la première fois, j'étais adhérent et militant de la C.G.T., dans l'opposition aux orientations de l'appareil stalinien qui verrouillait la Confédération - opposition qu'avec quelques camarades, nous avons tenté de structurer!

Nos contacts sont devenus plus fréquents et réguliers, à partir des années 55-56. Je me souviens d'un congrès de la fédération de la métallurgie CGT, quelques mois après la répression stalinienne de la révolution des conseils ouvriers hongrois, en octobre 1956. Au cours d'une réunion avec Alexandre, et trois autres camarades de la CGT, nous avons décidé, compte tenu de nos forces réelles à l'époque, que je n'interviendrais pas... Après mon exclusion de la CGT en 1961, et mon adhésion à la CGTFO (ce qui fut aussi le cas de Yvon Rocton) nos rapports militants, politiques, syndicaux et amicaux se sont renforcés et aboutirent, entre autres, à la constitution, avec d'autres camarades, de l'*Union des Anarcho-Syndicalistes*, le 21 janvier 1962. Constitution à laquelle il faut associer Serge Mahé qui joua un grand rôle et, plus tard, Marc Prévôtel.

Mais sautons quelques années et retrouvons-nous en décembre 1979. La *Confederación Nacional del Trabajo*, la centrale anarcho-syndicaliste tenait son premier congrès confédéral régulier à Madrid, après les années de clandestinité, de répression féroce et la reconstitution de centaines de ses syndicats dans la période qui suivit la mort de Franco, la légalisation des syndicats et des partis politiques, ces années dites de la «*transition démocratique...*».

Invitée par le comité d'organisation une délégation de l'Union des anarcho-syndicalistes de France assistait à ces débats.

Alexandre en était. Nous étions présents, non seulement par nostalgie, par rapport à ce que fut la C.N.T. d'Espagne jusqu'à la défaite républicaine et révolutionnaire de 1939, mais parce que nous étions convaincus que dans le panorama syndical européen et mondial il était politiquement juste de contribuer au rassemblement des syndicalistes réellement indépendants, non seulement des partis politiques, mais aussi de l'État et de toutes les formes d'intégration à celui-ci.

D'autant que dans le processus de la construction politique européenne bien avant le traité de Maastricht le corporatisme s'installait progressivement, grâce à la passivité pour les uns, la complicité affichée ou l'adhésion enthousiaste pour d'autres, de responsables syndicaux.

Nous sommes revenus à Madrid, à Barcelone à trois reprises, pour rencontrer les secrétaires de la C.N.T., avec l'aval de responsables de la CGT-FO. Et s'il est vrai que ces initiatives ne furent pas couronnées des résultats positifs escomptés, il n'en reste pas moins qu'elles furent nécessaires, mais ceci est une autre Histoire.

Pour Alexandre, c'était une action internationaliste concrète tant il était convaincu qu'il fallait reconstruire une Internationale ouvrière indépendante: évoquant au début des années cinquante sa rencontre avec son camarade et ami Pierre Lambert, il disait «*Nous voulions reconstruire la première Internationale, rien que ça!*».

Ils avaient raison. C'est dans cette perspective qu'il sera présent et actif dans plusieurs conférences ouvrières internationales à Barcelone, à Berlin, à Paris, à Madrid, et qu'il maintiendra et développera les contacts avec les responsables de l'*Union Générale des Travailleurs de Tunisie*, sans compter ses actions de solidarité active avec les militants du *Mouvement National Algérien* de Messali Hadj, de l'*Union Syndicale des Travailleurs Algériens*, et bien entendu sa présence dans les mouvements qui organisaient la solidarité active, pratique avec les victimes du stalinisme.

Ce militantisme internationaliste d'Alexandre découlait de sa conception de la lutte des classes, qui incluait la conquête et la défense des libertés démocratiques, de la démocratie politique.

S'opposer à tous les totalitarismes l'amènera tout naturellement à croiser le fer avec la doctrine sociale de l'Église catholique, vecteur du corporatisme, et à son bras politique, le Vatican. Ce n'était pas par sectarisme. Défenseur de la liberté absolue de conscience de chaque individu, il n'en combattait pas moins - et vigoureusement - l'entrisme politique, collectif et organisé, dans le mouvement ouvrier, des militants religieux, des partisans du principe de subsidiarité, cette antithèse de la démocratie politique, donc de l'indépendance du syndicalisme ouvrier.

Notre ami Alexandre est certainement un de ceux, trop rares dans le mouvement ouvrier, qui ont très tôt, mais beaucoup plus après la mystification de Vatican II, inlassablement dénoncé les conséquences désastreuses pour la classe ouvrière de l'application pratique de cette doctrine sociale qui fait de l'entreprise, définie comme une «*communauté de personnes*», le lieu privilégié de la «*négociation*» ce qui s'oppose directement au syndicalisme confédéré, c'est-à-dire en fin de compte à l'existence même de la classe ouvrière, qui ne se réalise comme «*classe pour soi*» que par l'association solidaire et volontaire, sur la base de ses seuls intérêts particuliers.

Et ce n'est pas par provocation que dans «*L'Ouest Syndicaliste*» de février 1977, il cite en exergue de son éditorial, Guiseppe Bottai ministre des corporations de Mussolini : «*Le syndicalisme fasciste est l'opposé du syndicalisme pré-fasciste; et le point de discrimination entre eux, c'est l'État, auquel l'un était contraire et auquel l'autre se subordonne*».

C'est par conviction mûrement réfléchie qu'il a constamment développé cette thèse vérifiée par les faits: tout abandon, en tout ou partie de l'indépendance du syndicat, toute participation à la gestion de l'Etat, toute transformation de la politique de présence en action de participation aux décisions économiques peut nous amener à un système comparable à celui de la Charte du travail de Vichy, c'est-à-dire à un régime totalitaire qui modifie totalement la nature et le rôle du syndicat, le transformant en simple rouage de l'Etat et des institutions internationales du capitalisme. Et lorsqu'en 1969, le Président de la République, Charles de Gaulle, présente en référendum le projet corporatiste, Alexandre sera parmi les tous premiers à engager la bataille pour le NON, tant dans la Confédération, qu'à l'extérieur sur le plan politique.

Il est évident que ces positions dérangeaient beaucoup de monde, notamment ceux qui tentaient - et tentent - de nous faire croire que le principe totalitaire de subsidiarité c'est la même chose que le fédéralisme de notre organisation syndicale... Et comme Alexandre avait, comme on dit, du caractère, qu'il présentait ses analyses avec force et vigueur, cela lui attirait pour le moins quelques inimités, voire des hostilités franchement déclarées, des campagnes de calomnies, sans oublier un procès retentissant intenté par Edmond Maire, alors secrétaire général de la CFDT.

N'oublions pas, bien entendu, les discussions dans la presse syndicale d'organisations de la CGTFO, prenant quelque fois le ton de la polémique. Discussion, polémiques, s'avérant en fin de compte salutaires pour aider à la compréhension des orientations des uns et des autres, dans une organisation où, fort heureusement, il n'y a pas de béni-oui-oui, et dans laquelle les responsables élus ne sont pas considérés comme des maîtres à penser et encore moins comme les «*guides éclairés du prolétariat*».

Telle était du moins la conception d'Alexandre, mais qui savait chaque fois que nécessaire, s'efforcer de chercher le compromis dans un congrès, un Comité Confédéral National, à la Commission exécutive confédérale. Il n'est pas exagéré d'écrire que le militant Alexandre Hébert savait les faire, car il plaçait au-dessus d'autres considérations, la nécessité absolue de maintenir l'existence de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière, qu'il n'a jamais considérée comme une parenthèse dans l'histoire du mouvement ouvrier, mais bien comme la véritable organisation historique de la classe ouvrière, celle qui se constitue en 1895 à Limoges.

Certes, il était aussi l'homme d'indignations, de colères, dont quelques-unes mémorables, ce qui n'est nullement contradictoire avec les lignes précédentes.

J'ai le souvenir de quelques-unes... Son anarchisme individualiste, dont il aimait à se réclamer, entraînait quelquefois des initiatives provoquant quelques incompréhensions, ou désaccords, avec ses propres amis. Il serait vain et malhonnête de le nier, d'autant que ce n'est pas là un fait exceptionnel quand des individus libres dans leur tête, maîtres de leur raisonnement ou qui essaient de l'être - s'associent pour une œuvre commune, l'essentiel étant que l'association perdure.

C'est ce que Alexandre Hébert s'est toujours efforcé de faire dans le mouvement ouvrier, à la CGTFO, malgré les obstacles, y compris et surtout dans des périodes difficiles, aux moments de choix d'orientation importants, avec toujours comme fil rouge l'indépendance, «*cette timide et fragile fleur qu'est l'amour de l'indépendance*» comme l'écrivait Fernand Pelloutier.

Face à tous les «*rénovateurs*» du socialisme et du syndicalisme, aux «*modernistes*» ralliés à la gestion du capitalisme qu'ils disent indépassable, qui pour «*transcender*» la pourtant incontournable lutte des classes, nous entraînent vers l'État subsidiaire et corporatiste, Alexandre est resté debout, faisant face, sans jamais céder sur ce qu'il considérait comme l'essentiel, l'indépendance, fidèle à la fière formule de la 1ère Internationale: «*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*».

La lecture des textes qui suivent montrera qu'ils n'ont rien perdu de leur actualité, qu'ils peuvent être profitables aux jeunes générations, mais pas seulement. Par les temps qui courent, lourds de menaces pour nos libertés démocratiques, pour l'existence même du syndicalisme indépendant confédéré, il est particulièrement utile de revisiter les engagements, les actions et les textes de ceux qui ont ouvert pour l'avènement d'une société libérée de toutes les formes d'exploitation et d'aliénation.

A Alexandre qui ne nous entend plus, je dis encore une fois, Camarade, Ami et Frère salut et fraternité.

**Joachim SALAMERO, anarcho-syndicaliste,
(ancien secrétaire de l'U.D.-FO de Gironde
et ancien membre de la CE Confédérale)**